

ÉTATS-UNIS

La politique du « deux poids, deux mesures »



Les États-Unis justifient leur politique extérieure par leur souci de promouvoir la démocratie. Mais ils ne soutiennent la démocratie que lorsque cela les arrange et la combattent le reste du temps. À partir des exemples de l'Irak, de l'Iran et de la Palestine, le professeur Noam Chomsky analyse cette politique du double langage.

page 2

Pas de moratoire sur les attaques contre T. Ramadan

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Antoine Sfeir et Caroline Fourest reprochent à Tariq Ramadan d'avoir demandé un moratoire sur les lapidations de femmes. Selon eux, M. Ramadan chercherait juste à rendre acceptable une forme intégriste de l'islam en suspendant sa manifestation la plus cruelle. Karim Kettani s'interroge sur les motivations de cette campagne de dénigrement.

page 6

REPÈRE : 13 AVRIL 1975

La guerre civile du Liban commence à Ain-Remmaneh

À Beyrouth, en 1975, les tensions s'accroissent entre les différentes communautés du pays et les Palestiniens qui ont créé un véritable État dans l'État dans les camps de réfugiés. Le dimanche 13 avril, dans le camp de Sabra, des centaines de miliciens du FPLP d'Ahmed Gibril manifestent en armes pour montrer leur force, ce qui provoque des manifestations de colère des quartiers chrétiens avoisinants. En fin de matinée, devant l'église d'Ain-Remmaneh, au moment de la sortie de la messe, des coups de feu sont tirés sur les fidèles depuis une voiture, en tuant 4, dont deux officiers Kataeb de la garde personnelle de Pierre Gemayel. À peine une heure plus tard, alors que la foule est massée devant l'église, le passage d'un bus transportant des Palestiniens offre l'occasion d'un massacre. Les Kataeb mitraillent le bus, tuant ses 27 occupants. L'émeute s'étend rapidement aux quartiers arabes et aux camps palestiniens. Fedayins palestiniens et phalangistes chrétiens se livrent des combats de rue toute la nuit... la guerre civile libanaise a commencé. ■



DONALD RUMSFELD PRÉPARE DISCRÈTEMENT SA « GARDE CASPIENNE »

Sa visite-éclair la semaine passée en Azerbaïdjan, de quelques heures seulement et la première depuis un an, a été décrite même par la presse azérie comme « entourée de mystère ». Pourtant, à quelques mois de l'inauguration de l'oléoduc Bakou-Tblissi-Ceyhan, dans lequel BP-Amoco a la majorité des parts d'investissement, et dans un contexte de menaces croissantes des États-Unis à l'encontre de l'Iran, l'agenda du secrétaire d'État à la défense (de dos sur la photo) est assez facile à déduire. On sait déjà que la force états-unienne qui sera basée dans ce pays, d'ores et déjà surnommée « garde caspienne » par certains, se caractérisera par sa capacité à intervenir rapidement dans tout conflit de la région. Par ailleurs le chef du European Command, James Jones, a récemment déclaré qu'une somme de 100 millions de dollars serait allouée pour ses 10 premières années de fonctionnement. Mais ce chiffre n'inclut pas les dépenses de guerre « exceptionnelles », qui s'élèvent déjà à 300 milliards de dollars pour l'attaque de l'Afghanistan et de l'Irak. Toujours est-il que pour celles de l'Iran et de la Russie, les arguments commerciaux susceptibles de convaincre le Congrès ne manqueront pas. ■

États-Unis

La politique du « deux poids, deux mesures »

Les États-Unis justifient leur politique extérieure par leur souci de promouvoir la démocratie. Mais ils ne soutiennent la démocratie que lorsque cela les arrange et la combattent le reste du temps. À partir des exemples de l'Irak, de l'Iran et de la Palestine, le professeur Noam Chomsky analyse cette politique du double langage.



Noam Chomsky

Lire cet article en

 **Español**

La prétendue « *promotion de la démocratie* » est devenue le leitmotiv de la politique des États-Unis au Proche-Orient. Ce programme n'est pas nouveau. « *Il y a une forte ligne de continuité dans la période post-guerre froide* », explique en effet Thomas Carothers, directeur du programme sur le droit et la démocratie à la fondation Carnegie dans son nouveau livre : *Critical Mission*,

Essays on Democracy Promotion (Mission critique, essai sur la promotion de la démocratie).

« *Quand la démocratie correspond avec les intérêts stratégiques et économiques des États-Unis, ils la favorisent. Quand elle entre en conflit avec d'autres intérêts importants, son poids est minimisé voire ignoré* », conclut l'auteur. Carothers a travaillé au département d'État de Reagan sur des projets de « *renforcement de la démocratie* » en Amérique latine pendant les années 1980 - projets dont il a écrit une histoire qui mène essentiellement à des conclusions identiques. Les mêmes actions et les mêmes prétextes valaient dans les périodes précédentes et sont aussi présentes chez d'autres puissances dominantes.

La forte ligne de continuité - et les intérêts des pouvoirs qui la soutiennent - affectent les récents événements au Proche-Orient et soulignent le vrai visage de la « *promotion de la démocratie* ».

La continuité est illustrée par la nomination de **John Negroponte** au poste nouvellement créé de Directeur central du renseignement. La carrière de Negroponte s'étend du Honduras - où il a supervisé en tant qu'ambassadeur de Reagan la guerre menée par les forces paramilitaires terroristes Contra contre le Nicaragua - à l'Irak, où il a brièvement présidé à un autre exercice de prétendue développement démocratique. Cette dernière expérience permet de comprendre le rôle qui sera le sien dans la lutte contre la terreur et pour la promotion de la liberté.

Orwell n'aurait pas su s'il fallait en rire ou en pleurer...

En Irak, les élections de janvier ont été réussies et furent précieuses. Cependant, on a peu parlé du principal succès : les États-Unis ont été obligés de leur permettre d'avoir lieu. C'est un vrai triomphe, non des poseur de bombes, mais de la résistance non violente de la population laïque autant qu'islamique, pour qui le grand ayatollah Ali Sistani est un symbole. En dépit du fait que les États-Unis et la Grande-Bretagne traînaient les pieds, Sistani a exigé des élections rapides, reflétant la détermination populaire à obtenir la liberté, l'indépendance et une certaine forme de droits démocratiques.

La résistance non-violente a continué jusqu'à ce que les États-Unis (et le Royaume-Uni qui suit docilement) n'aient d'autre recours que de permettre les élections. La propagande s'est alors mise à tourner à plein régime pour présenter les élections comme une initiative états-unienne. Dans la droite ligne de la continuité des grandes puissances et de ses racines, nous pouvons prévoir que Washington ne tolérera pas facilement des résultats politiques en opposition avec ce qu'il prône, en particulier dans une région du monde aussi cruciale.

Les Irakiens ont voté avec l'espoir de mettre fin à l'occupation. En janvier, un sondage pré-électoral en Irak dont des analystes de la Brookings Institution ont rendu compte dans les pages débats du *New York Times*, montrait que 69 % des chiïtes, et 82 % des sunnites, étaient favorables au « *retrait à court terme des États-Unis* ». Mais Blair, Rice et consorts ont explicitement rejeté tout calendrier de retrait - c'est à dire qu'ils l'ont repoussé à un futur indéterminé -

avant que les armées d'occupation n'aient accompli leur « *mission* », - à savoir apporter la démocratie en forçant le gouvernement élu à se conformer aux demandes des États-Unis.

Accélérer le retrait des forces des USA et du Royaume-Uni dépend non seulement des Irakiens, mais aussi de la volonté des électeurs américains et britanniques de contraindre leur gouvernement à accepter la souveraineté irakienne.

Pendant que les événements se déroulent en Irak, les États-Unis continuent à maintenir une position agressive envers l'Iran. Et, qu'elles soient fondées ou non, les récentes fuites concernant des forces spéciales états-uniennes déployées en Iran ont exacerbé la situation. La fourniture à Israël par les États-Unis de plus de cent avions bombardiers dans les dernières années représente, elle, une vraie menace. Présentés bruyamment comme étant capables de bombardier l'Iran, ils constituent la version contemporaine des avions utilisés par Israël pour bombardier le réacteur nucléaire iraquien en 1981.

Ce cliquetis des armes pourrait bien avoir deux objectifs : inciter le pouvoir iranien à plus de répression - et par là-même encourager une résistance populaire ; et dissuader les rivaux des USA en Europe et en Asie de poursuivre leurs initiatives diplomatiques et économiques envers l'Iran. Matthew Karnitschnig rapporte d'ailleurs dans le *Wall Street Journal* que la ligne dure a dors et déjà effrayé quelques investisseurs européens en Iran, de crainte de représailles états-uniennes.

Le cessez-le-feu Sharon-Abbas est lui-aussi célébré comme un nouveau triomphe de la promotion de démocratie. Soit, la nouvelle de l'accord est une bonne chose, l'absence de victime est toujours une bonne chose. Mais analysons cependant en détails les conditions du cessez-le-feu. Le seul point marquant est que la résistance palestinienne doit cesser - même contre une armée d'occupation ! Rien n'enchanterait plus les faucons états-uniens et israéliens que la paix. Elle leur permettrait, en effet, de poursuivre sans obstacle la politique de confiscation des sols riches et des ressources importantes de la partie ouest tout en continuant de bâtir les énormes projets d'infrastructures qui rendraient non-viables les territoires palestiniens restants.

Les déprédations israéliennes, soutenues par les États-Unis, dans les territoires occupés constituent le noyau du conflit depuis des années, mais l'accord de cessez-le-feu ne contient pas un mot à leur sujet. Le gouvernement d'Abbas a accepté l'accord - peut-être, soutiendront certains, est-ce parce que c'est le mieux qu'il puisse faire aussi longtemps qu'Israël et les États-Unis rejettent un règlement politique. Il convient cependant d'ajouter que l'intransigeance des États-Unis ne pourra continuer que tant que la population états-unienne l'acceptera. Concernant cet accord, j'aimerais vraiment montrer de l'optimisme et m'accrocher au moindre indice - mais aussi loin que je regarde, je n'en vois aucun.

Un élément constant à Washington est que la démocratie et la règle du droit sont acceptables si et seulement si elles servent la stratégie officielle et les objectifs économiques. Mais d'après les sondages, l'opinion publique états-

unienne à propos de l'Irak et du conflit israélo-palestinien se situe à l'opposé de la politique du gouvernement. Ce qui conduit à la question de savoir si la vraie promotion de la démocratie ne devrait pas commencer aux États-Unis eux-mêmes...

Noam Chomsky

Professeur de linguistique à l'université du Massachusetts.

Noam Chomsky vient de participer à la rédaction d'un ouvrage collectif avec Thierry Meyssan, *Politiquement Incorrecto*, avec une postface de Fidel Castro (Editorial de Ciencias Sociales, La Havane).

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Pas de moratoire sur les attaques contre T. Ramadan

Analyse

Les atlantistes français poursuivent leur campagne contre Tariq Ramadan. Il est toujours plus facile de critiquer un penseur que de penser soi-même. *Le Monde* publie ainsi une tribune d'Antoine Sfeir, qui accusa le théologien musulman de pratiquer un double langage, et de Caroline Fourest, qui publia un pamphlet contre lui. Les deux auteurs, qui travaillent désormais ensemble, lui reprochent d'avoir demandé un moratoire des lapidations de femmes. Selon eux, M. Ramadan se refuserait à condamner cette pratique barbare et chercherait juste à rendre acceptable une forme intégriste de l'islam en suspendant temporairement sa manifestation la plus cruelle. Il poursuivrait ainsi l'œuvre de son grand-père, Hassan Al-Banna, fondateur des Frères musulmans. Sur *Oumma.Com*, le juriste Karim Kettani leur répond. En premier lieu, il s'interroge sur les motivations de cette campagne, dans la mesure où ces auteurs dénoncent un moratoire sur la lapidation, mais se taisent face aux dirigeants politiques qui autorisent ces mises à mort. En second lieu, il observe que la proposition de M. Ramadan est la seule qui permette d'avancer. Elle est équivalente à la demande de moratoire de la Coalition mondiale contre la peine de mort, que personne n'accuse de compromission avec la barbarie. À y réfléchir de plus près, le moratoire est la seule position tenable par un théologien. Selon *Les Évangiles*, c'était aussi la solution choisie par Jésus lorsqu'on lui demanda de lapider une femme adultère. A contrario, la pauvreté de l'argument montre que le vrai débat est ailleurs. Loin d'être un prédicateur arriéré, M. Ramadan est un intellectuel brillant qui trouve un écho dans les populations européennes musulmanes et ambitionne de jouer un rôle de leader

révolutionnaire à la manière de Malcolm X aux États-Unis. Sa personnalité contredit les stéréotypes coloniaux de l'infériorité ontologique des musulmans. C'est la raison pour laquelle ses détracteurs rouvrent en permanence le procès de sa filiation. Ils lui reprochent de perpétuer le combat anticolonialiste de son grand-père et de le faire avec un éclat dont aucun théologien musulman n'avait su faire preuve jusque-là. Leur véhémence et le soutien que leur apporte le quotidien de référence de la classe dirigeante illustrent la peur d'une partie de la société française devant l'émancipation des populations issues de la colonisation. Cette attitude hostile interdit tout débat constructif sur les thèses de M. Ramadan que chacun est prié d'accepter ou de refuser en bloc.

Die Welt reproduit les propos d'un officier anonyme du ministère de l'Intérieur afghan, recueillis par Aschot Manutscharjan. Ce témoin confirme que l'État afghan n'est qu'une fiction masquant la domination pakistanaise. Le vrai pouvoir est exercé par l'ISI, c'est-à-dire les services secrets militaires pakistanais, qui jadis ont créé les talibans, construit les camps de Ben Laden, tué Massoud, etc. Tandis que l'économie du pays se résume à la culture du pavot à opium pour le plus grand profit de la famille du président Karzaï. Par mesure de précaution le quotidien allemand a ajouté un point d'interrogation au titre de ce texte : « La famille Karzaï impliquée dans le trafic de drogues ? », mais il n'a pas éprouvé le besoin de nuancer ces propos (voir notre enquête : « [Le Pakistan exploite le pavot afghan](#) »).

Enfin, George Perkovich et Revati Prasad, deux chercheurs de la Carnegie Endowment, déplorent dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune* l'obstination de l'administration Bush à décourager l'Inde de se fournir en gaz naturel iranien. Pour empêcher l'Iran de construire une bombe atomique, la Maison-Blanche tente de l'isoler économiquement. Elle est prête pour cela à dédommager l'Inde de son manque à gagner. Cependant, tout cela est absurde : l'Inde est déjà une puissance nucléaire et refuse de signer le Traité de non-prolifération, tandis que l'Iran n'est pas une puissance nucléaire et a déjà signé ce Traité. À moins bien sûr que la pression états-unienne sur l'Iran n'ait rien à voir avec la bombe, mais avec le pétrole et le gaz.

Réseau Voltaire

Antoine Sfeir, Caroline Fourest



Journaliste libanais, Antoine Sfeir est directeur de la revue *Les Cahiers de l'Orient*. Il est l'auteur du *Dictionnaire mondial de l'islamisme*.



Collaboratrice d'Antoine Sfeir, Caroline Fourest est fondatrice de la revue *ProChoix* et co-auteur, avec Fiammetta Venner, de *Tirs Croisés, la laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman*. Elle a récemment écrit *Frère Tariq* contre Tariq Ramadan.

« Pour un "moratoire" sur Ramadan »

Source : Le Monde

Référence : « Pour un "moratoire" sur Ramadan », par Caroline Fourest, *Le Monde*, 19 avril 2005.

Comme en novembre 2003, Tariq Ramadan propose de nouveau un "moratoire" sur les châtiments corporels dans les pays musulmans. La première fois, cet appel avait fait naître une polémique et avait permis une médiatisation qui lui fait aujourd'hui défaut. Il le relance donc. Moralité : gardons-nous de polémiquer et tâchons de décrypter.

Cet appel contribue-t-il à stopper les châtiments corporels ou bien donne-t-il aux musulmans de France l'impression qu'il s'agit d'un sujet dont on peut débattre sans pour autant troubler ceux qui les pratiquent ? Observons que ce texte n'a qu'un seul signataire et qu'il n'est paru que dans deux journaux en arabe. Ne faut-il pas se réjouir qu'un prédicateur aussi écouté des musulmans européens lance un appel en faveur d'un moratoire sur la lapidation ? Si, bien sûr. Mais peut-on croire qu'un militant islamiste suisse, fût-il le petit-fils d'Hassan Al-Banna (fondateur des Frères musulmans) et l'ambassadeur européen de l'islam de ce mouvement, a le pouvoir de faire cesser les châtiments corporels et la lapidation au Nigeria, en Malaisie, au Soudan ? Certes, il s'y rend souvent, mais ces visites n'ont jamais réussi à y convaincre les islamistes ultra-radicaux de renoncer à ces pratiques bien qu'elles soient condamnées par le Coran. D'ailleurs, si ces traditions étaient effectivement islamiques, Tariq Ramadan ne les combattrait pas ! En fait, en bon réformateur-fundamentaliste, Ramadan propose de mettre ces pratiques entre parenthèse. La proposition de moratoire est une demande entrant dans la rhétorique classique des Frères musulmans : donner de faux airs de modernité à ce qui demeure une proposition conservatrice coupant l'herbe sous le pied des musulmans modernistes, lesquels exigent l'abandon immédiat de pratiques indignes. Ce que veut Ramadan, c'est une délibération entre savants musulmans pour débattre du caractère islamique de la lapidation ou du fait de battre sa femme, or la majorité de ces savants y sont favorables. Au lieu d'appeler à un moratoire, pourquoi ne pas essayer de convaincre les théologiens qui soutiennent ces pratiques et qu'il côtoie ?

En réalité, le « moratoire » de Tariq Ramadan n'a que deux effets, plus nocifs que positifs : d'abord de relancer le débat public ; ensuite de contribuer à donner le sentiment aux musulmans européens (les seuls sur qui il a une emprise) qu'on peut tergiverser pour savoir s'il faut, ou non, lapider des adultères et battre sa femme.

Juriste et militant des
Droits de l'homme, Karim
Kettani est l'animateur du
site *Minorités.Org*.

« Pour Caroline Fourest et Antoine Sfeir, un moratoire sur Tariq Ramadan est plus important qu'un moratoire sur la lapidation »

Source : Oumma.Com

Référence : « Pour Caroline Fourest et Antoine Sfeir, un moratoire sur Tariq Ramadan est plus important qu'un moratoire sur la lapidation, par Karim Kettani, *Oumma.Com*, 20 avril 2005.

Le régent saoudien est passé à Paris et a rencontré Jacques Chirac. Le président français s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur d'un moratoire universel sur l'usage de la peine de mort, mais il n'y a eu aucun écho des remontrances qu'aurait pu faire Chirac à son hôte saoudien en dépit de la pratique de la crucifixion pour les condamnés pour terrorisme et des lapidations de femmes. Jacques Chirac s'est tu, mais il n'est pas le seul.

Dans le même temps, Caroline Fourest et Antoine Sfeir s'attaquent à **Tariq Ramadan** parce qu'il a demandé un moratoire sur les châtiments corporels. : proposer un moratoire au lieu d'une abolition pure et simple était à leur yeux une scandaleuse compromission avec l'intégrisme le plus barbare. L'initiative de Tariq Ramadan sur le moratoire sur la lapidation l'a depuis immensément desservi auprès des médias *mainstream*. La Coalition mondiale contre la peine de mort ne demande pourtant pas autre chose que lui, mais nos courageux contradicteurs préfèrent s'en prendre à Ramadan qu'au gouvernement français. Leur piètre tribune dans *Le Monde* finit de les discréditer. Ils reprochent à l'initiative de Ramadan de n'avoir aucune chance de fonctionner. Ils lui reprochent de ne pas être écouté par les salafistes, mais on lui reprocherait l'inverse si c'était le cas. Ils lui reprochent de vouloir discuter avec les savants musulmans... auraient-ils voulu que Tariq Ramadan prenne le commandement de la 82eme division aéroportée étatsunienne en vue de sauter sur Riyad, Peshawar et la mosquée Al Azhar ?

Je vais arrêter là, j'ai mal aux côtes. Notons une dernière chose, nos experts devraient cesser de parler de la Malaisie comme d'un pays où on pratique la lapidation, la sanction là-bas est la pendaison. On peut tout écrire, mais on ne peut pas tout savoir...

Aschot Manutscharjan



Aschot Manutscharjan est spécialiste de Sciences politiques et publiciste, spécialiste de la Russie et de l'Asie centrale.

« La famille Karzaï impliquée dans le trafic de drogue ? »

Source : Die Welt

Référence : « Karsais Familie in Drogenhandel verwickelt ? », par Aschot Manutscharjan, *Die Welt*, 19 avril 2005. Ce texte est une retranscription par l'auteur des paroles d'un gradé afghan anonyme du ministère de l'Intérieur

Même après les élections, la situation n'est pas stable dans l'Hindu kouch. D'après un officier de haut rang du ministère de la Défense à Kaboul, c'est une guerre civile silencieuse qui a lieu. Pour la majorité des Afghans, le président Karzaï est une marionnette des États-Unis. Pour nous, c'est une honte que notre président ne fasse même pas confiance à son propre peuple pour assurer sa sécurité. Il n'y a pas d'armée nationale et elle est sous-équipée. Il est haï même dans sa propre ethnie, les deux principaux groupes pachtounes ne veulent pas de modernisation de leur code de vie traditionnel, le Pachtouwali qui avait déjà servi aux Talibans pour tyranniser le pays.

Karzaï aurait du faire enfermer Hekmatyar quand il est rentré d'Iran, c'était un tigre de papier. Le président a préféré l'utiliser contre les opposants au sein de l'Alliance du nord. Depuis 3 ans, Hekmatyar a réussi à recréer un réseau de résistance avec des restes d'Al Qaida, des Talibans et de ses anciens fidèles. Sur injonction des États-Unis, Karzaï doit désormais négocier avec lui.

Oussama Ben Laden s'est longtemps caché du côté de Suat au Pakistan près de la frontière du Cachemire, ensuite il s'est déplacé le long de la frontière pakistano-afghane. D'après les services secrets de Kaboul, il a été blessé lors des bombardements de Tora Bora et hospitalisé à Karachi. L'ISI sait probablement où se cache le roi de la terreur. Ce sont eux qui avaient créée les 35 bases dans lesquelles il a formé des terroristes pendant des années. Ils ont soutenu logistiquement les Talibans et Al Qaida. Ce sont eux qui ont organisé l'assassinat de Massoud. On a l'impression que rien ne se fait en Afghanistan sans l'aval d'Islamabad. En retour, le Pakistan reçoit l'appui et l'argent de la communauté internationale. S'ils arrêtaient Ben Laden, les États-Unis n'auraient plus aucune raison de rester. Les soldats européens sont acceptés par le peuple car ils respectent notre culture et notre religion et ils aident à la reconstruction. Je respecte beaucoup les vrais soldats états-uniens, mais j'exècre les différents groupes paramilitaires qui combattent sous l'étendard US. Des membres de la famille proche de Karzaï sont fortement impliqués dans le commerce de la drogue, certains de ses ministres et des commandants influents aussi. Certains hommes d'affaires, déjà actifs sous les Talibans ont conservé leur situation, ils sont couverts depuis des années.

George Perkovich, Revati Prasad



Ancien rédacteur des discours et conseiller en politique étrangère du sénateur états-unien Joseph R. Biden, George Perkovich est vice président de la Carnegie Endowment for International Peace et membre du Council on Foreign Relations. Il est co-auteur de *Universal Compliance : A Strategy for Nuclear Security* et de *WMD in Iraq : Evidence and Implications*.

Revati Prasad est chercheur à la Carnegie Endowment for International Peace.

« Un pipeline pour la paix »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « A Pipeline to Peace par George Perkovich et Revati Prasad, *New York Times*, 18 avril 2005.

Where U.S.'s Iran fixation is out of place, *International Herald Tribune*, 19 avril 2005.

Le ministre indien des Affaires étrangères s'est rendu le week-end dernier à Washington pour rencontrer **George W. Bush** et **Condoleezza Rice** pour discuter de la Chine, de la croissance économique et des tensions entre l'Inde et le Pakistan. Malheureusement, l'obsession de l'administration Bush pour l'Iran risque de bloquer une initiative majeure en faveur de ces objectifs.

L'Inde et le Pakistan essayent aujourd'hui de dépasser des décennies de méfiance réciproque en coopérant sur un pipeline qui apporterait le gaz iranien en Inde en passant par le Pakistan. C'est un projet qui devrait réjouir Washington, mais la Maison-Blanche et le Congrès pourraient le faire échouer en continuant de faire pression sur l'Iran. Ce pipeline de 1625 miles de long coûterait quatre milliards de dollars et serait le moyen le plus économique d'alimenter en gaz l'Inde occidentale qui a désespérément besoin d'énergie. En échange, le Pakistan engrangerait 600 à 700 millions de dollars annuels en droit de passage en plus des investissements iraniens. Le pipeline est également une grande chance d'améliorer les relations entre New Delhi et Islamabad. Malheureusement, l'administration Bush ne veut pas de ce projet car elle pense que les sanctions économiques sont le meilleur moyen d'empêcher l'Iran de développer son programme nucléaire bien que ces sanctions échouent à changer quoi que ce soit depuis 26 ans. En réalité, l'Iran a changé sa ferveur religieuse révolutionnaire en nationalisme et les sanctions de Washington ne font que l'alimenter. S'ils veulent empêcher l'Iran de développer un programme nucléaire, les États-Unis doivent au contraire faire comprendre à Téhéran qu'ils sont prêts à soutenir ces programmes de développements économiques pacifiques.

Combattre ce programme de développement en proposant à l'Inde de l'aider à développer ses installations nucléaires alors que New Delhi n'est pas signataire du Traité de Non-prolifération n'est pas la bonne solution.